1968-2018

dimanche 2 décembre 2018, par Jean-Paul DAMAGGIO

Le 17 novembre 2018, à 6 h 15 du matin, à un rond-point de Castelsarrasin, un homme s'active autour de sa camionnette où il a installé une sono. Sur le dos de son gilet jaune il a inscrit 1968-2018 et il lance le chant des partisans avant que ne s'exprime le responsable donnant les consignes de sécurité et achevant son bref discours par ces mots : « Macron démission ».

La centaine de personnes déjà rassemblées, qui n'imaginent pas se retrouver là quinze jours après, n'a que peu à voir avec 1968 puisqu'après des décennies de discours dominant, opposant la jeunesse glorieuse et la vieillesse sénile, toutes les générations se réchauffent autour d'un feu réalisée avec des palettes de bois.

1968 se distingue en effet par le déclencheur international de la jeunesse en lutte qui, en France, et rarement ailleurs, sera rejointe par la bien pensance démocratique (le terme n'est pas péjoratif sous ma plume) dans une grande grève, et enfin suivi, comme nulle part ailleurs, par une opération électorale.
Cette chronologie a permis aux uns et aux autres de retenir le miracle du déclencher contre la sclérose syndicale, ou la grandeur de la grève contre la futilité étudiante des « gauchistes ».

En 2018, dans une France bien différente, la bien pensance démocratique a décrété, en guise de gauchistes, que les gilets jaunes n'étaient rien d'autre que la main d'un Front national devenu en effet très ancré dans le paysage politique, la dite bien pensance démocratique n'étant pas sans responsabilité sur ce fait.

Par respect pour le représentant de la CGT, Philippe Martinez, ou d'autres, je ne reprendrais pas ici les propos tenus avant le 17 novembre à ce sujet. Le fond de l'explication de cette position est simple : la bien pensance démocratique considère qu'avec des augmentations de salaires (la revendication juste) on peut payer toutes les taxes du monde car l'Etat redistribue, alors que le refus de payer des taxes (le déclencheur du mouvement avec l'aide de facebook) n'est rien d'autre que le refus égoïste de payer l'impôt, refus sur lequel s'appuie depuis longtemps l'idéologie dominante (quand il s'agit de l'impôt sur le revenu et on comprend vite pourquoi).

1968 se distingue par le lancement d'un capitalisme nouveau qui, pour des raisons de fond, s'opposait au discours conservateur afin de tenir son vrai discours révolutionnaire. Le capitalisme est né pour tout bouleverser, Marx en avait sur ce point fait une belle démonstration à une époque où personne ne pouvait imaginer qu'il serait un internationaliste économique, et le pire constructeur des murs de quelques sites sécurisés. Voilà comment, suivant des études savantes des pauvres se sont mis à voter à droite et des riches à voter à gauche ! En 2018, certains auraient préféré, y compris dans la bien pensance démocratique, que les gilets jaunes désignent comme coupables de leurs malheurs les immigrés, plutôt que les taxes, mais elle n'a plus le pouvoir qu'elle avait en 1968, et qui a eu son heure de gloire en 1995, quand les cheminots furent le fer de lance de leur dernier succès social. Les gilets jaunes sont interclassistes et englobent toute la diversité politique de l'extrême-droite aux anarchistes avec cette particularité : ils ont décidé de laisser leurs drapeaux dans leur proche, pour se montrer (ou se masquer suivant ce que l'on pense) sous un uniforme unique, en refusant fermement drapeaux syndicaux et politiques. Contrairement à 68 qui, sous diverses formes, représentait l'avenir ils seraient les témoins (ou les vestiges) du passé ! Des vestiges pour qui croit qu'ils sont des poujadistes.

Donc, comme indiqué au départ, le 68 français s'est terminé par une dissolution de l'Assemblée nationale. Mitterrand avait été le premier à afficher ce souhait en pensant que la quasi victoire de la gauche aux législatives de 67 allait mettre à terre le pouvoir gaulliste en 68. Pendant ce temps, le mouvement criait : « élections pièges à con ». En 2018 les gilets jaunes qui transportent peu de pancartes, qui chantent peu de slogans se retrouvent d'accord sur ce souhait : Macron démission, Assemblée dissolution. Il y a trois jours J-J Bourdin posait la question à François Ruffin : est-ce que vous demandez la dissolution ? Ruffin, qui a été le premier député France insoumise à soutenir clairement les gilets jaunes, a préféré rester prudent. Mais le 1er décembre, J-L Mélenchon a constaté que face à la légitimité de Macron, et face à celle de la rue, la seule sortie possible était la dissolution. A-t-il repensé à la déclaration en 68 de son mentor François Mitterrand ? Or, depuis, nos institutions ont été bouleversées par le socialiste Lionel Jospin qui a décidé de mettre les législatives juste après les présidentielles. Si en 68 la gauche avait gagné, ce qui se produira ensuite, il y aurait eu la cohabitation. S'il y a dissolution aujourd'hui, nous aurions donc une nouvelle cohabitation, et vu que les législatives c'est tous les cinq ans, il faudrait alors après la prochaine présidentielle, une autre dissolution, comme en 1981, pour mettre en conformité le président et l'Assemblée. Cette dissolution de 2018, comme celle de 68 et que Chirac en gaullien amusant a mise en œuvre en 1997 est plus impossible que jamais. Par contre l'Assemblée actuelle dont on sait la fragilité à l'image du parti qui la porte, pourrait imposer un changement plus ou moins important de gouvernement.

En 68, une telle discussion faisait sens, que l'on soit du côté « d'élections trahisons » ou du côté « d'élections solutions » car l'heure était aux « leaders ». En 2018 les gilets jaunes, même après deux semaines de luttes, reportent sans cesse toute idée de délégation de pouvoir, d'où la contradiction majeure face au slogan le plus entendu : Macron démission. En terme politique ce qui apparaît c'est l'appel flou à une Assemblée citoyenne. Ce qui me conduit à une dernière observation.

En 68 les médias ont pu « fabriquer » trois dirigeants du mouvement étudiant : deux étaient des représentants d'organisations historiques, UNEF, SNEsup, et l'autre un trublion dont peu imaginait qu'il durerait si longtemps avec un parcours aussi classique. Cette opération avait été facile car au départ le mouvement était fortement parisien.

En 2018 le mouvement est né sur des milliers de rond-point en même temps partout à travers le pays (et si peu à Paris et la petite couronne), et s'est révélé très français. D'ailleurs la bien pensance démocratique a été et reste surprise par la présence de drapeaux tricolores et de La Marseillaise elle qui, même dans les congrès socialistes penche plutôt vers le rouge et vers l'Internationale. Contre l'idéologie dominante qui fabrique depuis longtemps une honte de la France au sein du peuple (ailleurs c'est toujours mieux), les gilets jaunes ont affirmé une fierté française que le FN, c'est vrai, a pu manipuler. Pendant l'élection présidentielle La France insoumise a sorti aussi le drapeau tricolore unifiant des foules rassemblées qui, en 2012, se faisaient une concurrence en cherchant à mettre en avant son propre drapeau, dans la galaxie du Front de Gauche.

Donc, avec les gilets nous avons une atomisation propre au monde moderne, et une unification par le gilet, d'où il est difficile d'extraire des « leaders » ! Les médias s'y emploient pour venir au secours du gouvernement qui subitement cherche la négociation impossible à ce jour, car les gilets jaunes pratiquent le grand écart en refusant le politique, la délégation, et en demandant en même temps une solution politique par la démission du pouvoir en place. Certains pensent aujourd'hui que ce mouvement peut devenir un mouvement politique organisé ce qui ajoute encore au mystère quant aux suites, des mystères qui horripilent ceux qui savent déjà tout !